



Solidarité avec les travailleurs/ses de Guadeloupe

Paris, le 19 février 2009

Il aura fallu un
mort (*on ne
connaît pas
encore les
meurtriers du
syndicaliste tué*)
et plus d'un
mois de grève
générale en
Guadeloupe
pour semble-t-
il faire bouger
Nicolas
Sarkozy sur la
principale
revendication
de nos
camarades
d'outre mer :
la hausse des
salaires.

Nous dénonçons la répression en Guadeloupe menée par l'Etat, ainsi que la politique conduite par le Président de la République incapable jusqu'à ce jour de régler ce conflit.

Depuis plus d'un mois les revendications du collectif LPK sont posées.

- Relèvement immédiat et conséquent des salaires, du minimum vieillesse, des minima sociaux.
- Défense et création d'emplois.
- Formation notamment pour la jeunesse.
- Défense et le développement de la production.
- Défense et amélioration du droit et des libertés syndicales.
- Baisse des loyers.
- Protection du patrimoine écologique.

Ces revendications doivent être satisfaites :

Nicolas SARKOZY a ignoré ces questions pendant de longues semaines affichant un mépris absolu de la situation des départements d'Outre Mer.

Il est établi qu'il n'est pas le Président du pouvoir d'achat ! Il est celui des cadeaux à ses copains et aux plus favorisés à coup de bouclier fiscal, de suppression de la taxe professionnelle ou d'aide aux banques et aux entreprises, sans contreparties réelles et compensations pour les collectivités locales.

La violence de la politique ultralibérale est évidemment insupportable aux plus fragiles et les habitants des départements d'Outre Mer sont aujourd'hui à bout.

La mort d'un syndicaliste, ce drame pour sa famille et ses camarades doit rappeler à l'Etat qu'il a failli à tous ses devoirs à l'égard des habitants de ces territoires.

Il est temps de changer radicalement de politique.

Nous affirmons notre solidarité avec la lutte de nos camarades des départements d'outre mer.